

Hollande contre « une logique d'austérité » en Europe

Le président élu ne perd pas de temps et a entamé hier son examen de passage européen en recevant le président de l'UE Herman van Rompuy

Les négociations entre François Hollande et ses partenaires européens pour une réorientation politique susceptible de stimuler la croissance ont commencé hier par une rencontre à Paris avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. L'échange d'une cinquantaine de minutes, « positif, approfondi, constructif », a porté sur « toutes les dimensions de la zone euro », sur la crise grecque, la stratégie de croissance, a rapporté Pierre Moscovici, chargé de la transition.

« La discussion a été au fond des choses », mais « ne cherchons pas des signes qui n'existent pas », a-t-il souligné lors d'une conférence de presse, précisant que le président élu n'entendait pas « anticiper sur la situation qui sera la sienne la semaine prochaine ».

L'Allemagne pas hostile à des ouvertures

Confronté à la résistance de la chancelière allemande Angela Merkel, qui rejette toute renégociation du pacte budgétaire européen, François Hollande entend trouver avec les partenaires de la France les voies d'une réorientation de la politique économique communautaire afin de sortir d'« une logique d'austérité », a réaffirmé hier Jean-Marc Ayrault, cité pour devenir Premier ministre.

Angela Merkel a consenti lundi des ouvertures sur un possible pacte de croissance tout en divergeant avec le nouveau président français sur les moyens d'y parvenir.



François Hollande a rencontré, hier, dans son QG de « transition », le président de l'Union européenne Herman Von Rompuy. Ils ont notamment évoqué ensemble la crise grecque. (Photo Reuters)

Le « Mélenchon grec » veut rencontrer Hollande

De nouvelles élections législatives paraissent probables en Grèce, où le leader de la deuxième formation du pays, Alexis Tsipras, a renoncé hier à former un gouvernement. « Demain matin (jeudi), je remettrai mon mandat. » Le chef de file des conservateurs de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras, a dit espérer que Tsipras,

le « Mélenchon grec », dont la coalition de gauche radicale Syriza est hostile aux mesures d'austérité dictées par l'Union européenne, « retrouve le sens commun ». Alexis Tsipras qui posait comme condition la rupture des engagements pris avec les partenaires d'Athènes a demandé hier à rencontrer François Hollande.

« Il n'y a pas deux discours » de François Hollande, a souligné Jean-Marc Ayrault. « Il faut qu'on sorte de cette logique d'austérité dans laquelle l'Europe s'enfonce et qui conduit à l'impasse, regardez la Grèce. Il faut trouver la voie pour redresser l'Europe et réorienter sa politique. Il (François Hollande) ne dira pas autre chose que ce qu'il a dit devant les Français », a ajouté le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Le PS dramatise l'enjeu

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker que le nouveau président français doit rencontrer aujourd'hui a souligné dans une interview à la ZDF qu'une renégociation du pacte budgétaire était exclue mais que des éléments de croissance, « pas nécessairement sous la forme d'un traité », pourraient lui être adjoints. Herman Van Rompuy a émis la même opinion.

Conscients de la partie ardue qui s'annonce, les socialistes français dramatisent l'enjeu des élections législatives des 10 et 17 juin à l'aune des impératifs européens.

« Les choses bougent en Europe, c'est vrai, la France n'est pas n'importe quel pays, le vote des Français compte. Mais il ne comptera pleinement que quand les Français auront donné à François Hollande une majorité à l'Assemblée », a insisté Jean-Marc Ayrault, qui entretient de solides relations avec les partis sociaux-démocrates européens, notamment le SPD allemand.